

Les macronistes, casseurs de la République

Tayeb EL MESTARI, paru dans le Grand Soir info, le 28 mars 2023

« Notre erreur est d'avoir probablement été trop intelligents, trop subtils, trop techniques » avait craché Gilles Legendre, pour expliquer le mécontentement populaire contre la politique menée par Emmanuel Macron. Nous étions alors en pleine « crise des gilets jaunes », les prolétaires s'étaient levés comme un seul homme pour dénoncer leurs conditions de vie misérables et exiger la démission du président. Les propos de Gilles Legendre résumaient à eux seuls cette nouvelle conception du monde portée par cette mouvance, La République en Marche, née de la décomposition des partis politiques traditionnels. Elle n'exprime pas seulement l'arrogance et le mépris de la société officielle contre la société réelle, de la bourgeoisie contre les prolétaires. Elle considère que tout est affaire de pédagogie et forcément de communication. Si les décisions politiques n'emportent pas l'adhésion populaire, c'est en raison d'un défaut de pédagogie et de communication. Faire toujours plus dans la pédagogie comme faire toujours plus dans le capitalisme débridé. Le peuple est idiot.

Le macronisme est une vision politique qui s'enracine dans le pourrissement du capitalisme depuis 40 ans. Il s'est construit sur la base de ce noyau dur : les mécanismes capitalistes étant naturels, indépassables, alors toute politique de la classe dominante est en son essence une stratégie de la pédagogie et de la communication. La classe dirigeante martèle que la gestion économique est en dernier ressort une question technique. Depuis les origines du capitalisme, l'idéologie bourgeoise a toujours affirmé le caractère naturel du système économique. Dans le dernier âge du capitalisme que nous vivons, cette idéologie se renforce à mesure qu'elle est

contestée face aux dégâts monstrueux, humains et écologiques, produits par les forces supposées naturelles de l'économie bourgeoise. C'est pour cette raison que la bourgeoisie a mis aux commandes des technocrates toujours plus nombreux dans les ministères. La question sociale n'est pas une question politique mais technique. Seul un factieux ou un illuminé peut penser autre chose.

La justification de la réforme des retraites, bien que rejetée massivement par les travailleurs et l'ensemble des français, se fait dans les mêmes termes techniques, dans des détails tellement techniques qu'elle est devenue incompréhensible. Les promoteurs de cette loi de réforme des retraites ont fini par se perdre eux-mêmes. La pédagogie forcée s'est retournée en son contraire : la confusion des idées la plus totale. Ministres, journalistes, experts et idéologues, censés porter la bonne parole pédagogique, s'acharnent à faire croire que l'avenir économique de la France repose sur cette réforme qui n'est au fond rien d'autre que l'accentuation de l'exploitation des travailleurs. La lutte actuelle a remis le monde sur ses pieds : les pédagogues apparaissent pour ce qu'ils sont : des nuls.

A chaque sortie médiatique, les ministres s'enfoncent dans le ridicule de vouloir justifier tel ou tel mensonge, telle ou telle incohérence, tel ou tel dérapage. L'intelligence, la subtilité et la technicité supposées de l'élite laissent place publiquement à la bêtise, à la médiocrité et à l'incompétence. Elisabeth Borne n'a-t-elle pas dit que son gouvernement était [composé pour moitié de débiles](#) ? Les choses sont bien plus graves en réalité. La nullité grave, installée confortablement au plus haut sommet de l'Etat, à la Présidence, au Sénat, à l'Assemblée nationale, dans les ministères et les médias, a triomphé. Malheureusement pour elle, cette classe politique, suffisante et aveuglée par l'idée qu'elle se fait d'elle-même, n'a pas mesuré l'intelligence populaire et la capacité de résistance des

travailleurs. Elle n'a surtout pas anticipé la lutte populaire globale.

Cette classe est nulle en tout, et surtout en stratégie politique. Dans une conjoncture de crise bancaire, d'inflation galopante, de baisse des salaires, d'un effondrement des services publics et de défiance généralisée envers toutes les institutions, les stratèges macronistes ont ajouté, en croyant ajouter une pièce solide à l'édifice du capitalisme radieux, de la colère à la colère : faire bosser deux ans de plus tout le monde sans distinction ou presque. La goutte de trop a fait déborder le vase déjà plein de colère sociale et de volonté d'en découdre avec les représentants de la domination effrénée du capital.

Il est loin ce moment où les démocraties bourgeoises s'extasiaient devant la chute de l'URSS et annonçaient un avenir heureux pour tous et pour l'éternité. Le monde était enfin débarrassé du communisme. Le profit et la réjouissance des riches n'avaient plus d'entraves. Les vieilles démocraties bourgeoises ont annoncé la fin de l'Histoire, alors que l'Histoire allait bientôt annoncer leur fin. Les gouvernements successifs de droite et de gauche démantelaient méthodiquement les conquêtes ouvrières dans une relative paix sociale. Il y eut certes quelques grands mouvements sociaux mais la situation était maîtrisée avec l'aide des syndicats et des corps intermédiaires. Le capital était sûr de lui. La classe travailleuse était vaincue. Les dirigeants agissaient avec la conviction que la victoire du capital était définitive. C'est dans ce contexte que la clique de Macron s'emparait du pouvoir. Cette illusion leur jouera des tours.

Quelques mois plus tard, elle s'est violemment heurtée au réel. Les Gilets jaunes se sont invités dans le grand débat historique. Les prolétaires voulaient la tête de l'appareil politique des capitalistes : le président Macron. Ce président des riches, le propagandiste de la théorie du ruissellement des riches sur les prolétaires, cette idée que la richesse de

quelques-uns est profitable à tous. Vieille idéologie de l'économie politique bourgeoise qui martèle dans le vide que la richesse d'une nation agit dans l'intérêt de tous, pourtant démentie chaque jour avec cette masse des travailleurs appauvris et humiliés par la cupidité sans limites des capitalistes.

Fruit politique d'une baisse d'intensité de la lutte des classes et d'un capitalisme en décomposition avancée, le macroniste a une conscience de classe mais une conscience erronée du réel. Il défend l'intérêt de classe des dominants mais en s'appuyant sur de faux calculs politiques. Il ne voyait pas l'ampleur de la misère de ses concitoyens et n'entendait rien à ce qui travaillait la société, silencieusement mais sûrement. L'affaire était pliée. Le savoir technique allait tout résoudre. Il fallait mettre de son côté tous les outils de communication pour expliquer aux masses ignares le bienfait d'une économie où les riches s'enrichissent pour le bien et l'intérêt de toute la société. Le macroniste avait méprisé l'Histoire, pas seulement le gaulois réfractaire. Il avait oublié que les causes d'un grand renversement de l'Histoire étaient là, présentes, comme la braise sous les cendres. Alors que les prolétaires étaient affaiblis politiquement, trahis par des organisations politiques et syndicales censées les défendre, la plus-value extorquée dans les usines était dans sa plus grande partie transférée aux capitalistes. Les salaires baissaient, les conditions de travail se dégradèrent aussi rapidement que les services publics, l'ascenseur social ne fonctionnait plus sinon que pour les possédants. La démocratie bourgeoise ne pouvait plus mentir et surtout sur elle-même. Elle apparaissait dans le plus simple appareil : l'accumulation des richesses au profit de quelques capitalistes, au détriment de la société et des prolétaires en particulier.

Les Gilets jaunes ont renversé la table et ont fait comprendre à la classe politique dans son ensemble, avec ses courroies de

transmission associatives et syndicales, que les miettes jetées sous la table sont bonnes pour les chiens et que la dignité des classes populaires n'a d'autres espaces d'expression que la lutte dans la rue contre un pouvoir bourgeois sourd et aveugle. A la violence économique sans bornes des dominants, les gilets jaunes ont opposé la violence nécessaire et légitime des opprimés. Les macronistes n'étaient pas préparés à donner une réponse politique à une contestation politique globale. La maîtrise technique des dossiers n'est rien sans une boussole politique. Pendant tout le mois de décembre 2018, au plus fort de la contestation violente des Gilets jaunes, ils étaient désarmés et désemparés. Ils disaient une chose le matin et son contraire le soir. Il a fallu le COVID et les mesures de confinement pour mettre un étouffoir sur la lutte des prolétaires. Un moment de répit pour que la classe dominante, sonnée, reprenne son souffle et prépare de nouveaux assauts pour poursuivre sa politique de classe. Elle n'a pas prévu que la réforme des retraites allait mettre de l'essence sur le brasier.

Si les macronistes sont de piètres pédagogues, l'Histoire, quant à elle, est excellente pédagogue. Les classes populaires ont compris que le vote est une arnaque, une ruse de la bourgeoisie, une arme retournée contre elles-mêmes. L'abstention massive est une étape nécessaire de la conscience de classe qui allait en préparer d'autres. Avec la lutte contre la réforme des retraites, toute l'enveloppe politique du capitalisme prend un sérieux coup. Les masses apprennent que la constitution et les lois verrouillent toute possibilité d'amélioration de leurs conditions sociales. Le 49.3 a agi comme un révélateur. Plus la lutte s'accroîtra et plus les masses populaires découvriront que la constitution, les lois, le vote et le faux multipartisme ne sont que l'habit de camouflage de la violence et de l'exploitation capitalistes. Olivier Mateu a raison dans ses harangues de rappeler aux travailleurs qu'ils sont les producteurs de richesses et qu'à ce titre tout leur revient ; que les capitalistes, pilleurs du

bien public, sont des parasites prospérant sur la misère et le malheur. Dans ce processus de renversement de l'ordre, les fausses croyances tombent : la démocratie n'est rien d'autre qu'une démocratie bourgeoise et celle-ci une dictature des capitalistes sur toute la société.

L'Histoire est une excellente pédagogue mais elle sait aussi être impitoyable. Elle a nassé Macron. Beaucoup pensent qu'il ne veut pas retirer la réforme parce qu'il est déconnecté du réel et qu'il s'entête de manière irrationnelle. Non, Macron est pris dans un piège politique. Il sait que le retrait de la réforme serait un coup d'épée dans l'eau parce qu'il ne résoudrait pas le problème de fond : le peuple veut sa tête. Le retrait n'empêcherait pas la lutte des classes de se poursuivre. Les gilets jaunes avaient lancé la bataille contre la présidence incarnée par Macron. Cette bataille suit son cours, au point qu'elle a bloqué le système. Une situation bien plus grave que la mise à l'arrêt d'un jour de l'économie promise par les syndicats. Les capitalistes et leurs stratèges politiques savent que limoger Macron ne résoudrait rien non plus car il n'existe pas d'alternative dans le cadre de ce système politique. Changer de président alors que les mêmes causes perdurent ? Ces causes qui enfoncent chaque jour la classe des travailleurs dans la misère. Ce serait donner une victoire précieuse aux prolétaires.

En réalité tout est bloqué. Le capitalisme est à bout de souffle et son enveloppe politique est dans un état de pourrissement avancé. Mais les travailleurs n'ont pas encore trouvé la voie pour proposer un projet de société nouveau, une voie politique qui suppose une auto-organisation et un projet qui nous débarrasserait définitivement de la propriété privée et du profit roi. Une chose est sûre : lorsque le prolétaire se lève, l'espérance se lève avec lui.

<https://www.legrandsoir.info/les-macronistes-les-casseurs-de-la-republique.html>